

Direction de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

**ACTES DU COLLOQUE :**

**« NEUJ PRO 2013 – 12<sup>èmes</sup> Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »**

**ATELIER 3**

**Quelle citoyenneté européenne ?**

**Intervenants :**

**Elise Drouet**, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire internationale adjointe, service international des scouts et guides de France

**Karl Boudjema**, chef de bureau formation professionnelle et échanges universitaires, office franco-allemand pour la jeunesse

**Animateur :**

**Frédéric Pairault**, délégué général de l'ANACEJ

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Bonjour. Merci d'être venus à cette table ronde dont le thème est « Quelle citoyenneté européenne ? ». Je suis Frédéric Pairault. J'animerai ce débat. Je suis délégué général de l'ANACEJ qui est l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes qui fédère aujourd'hui un peu plus de 400 collectivités en France : villes, départements et régions qui ont mis en place des dispositifs de participation en direction des enfants et des jeunes. Mais, notre association fédère aussi un certain nombre d'élus et d'acteurs en charge des politiques jeunesse. Autour de la table, aujourd'hui, pour aborder ce thème, nous avons quatre intervenants de qualité. Le quatrième est en train d'arriver. Vous avez Florine Piette de l'association « Pari jeunes » qui est une junior association de l'Allier, Elise Drouet, du Forum européen de la jeunesse, Karl Boudjema qui est de l'OFAJ, l'office franco-allemand pour la jeunesse. Justin Terrenoire nous rejoindra. Il est aussi membre de l'association « Pari jeunes ». Je vais donner la parole à chacun des intervenants pour qu'ils nous fassent une petite présentation de la façon dont ils voient la question de la citoyenneté européenne, et de ses enjeux. Après les interventions de nos participants, il sera le moment de faire un échange avec chacun d'entre vous. Ce sont des ateliers d'échange de pratiques. L'idée est d'échanger sur les actions que vous avez mises en place dans vos territoires pour promouvoir ou pour faciliter la question de la citoyenneté européenne. Je vais commencer par le forum européen de la jeunesse Elise, ensuite Karl, Justin et Florine qui feront aussi leur intervention.

**Elise Drouet, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire internationale adjointe, service international des scouts et guides de France :**

Bonjour. Je suis administratrice du Forum européen de la jeunesse. On est onze jeunes partout en Europe et nous représentons les jeunes de toute l'Europe. Il s'agit de l'Europe géographique et non de l'Union européenne. On représente 99 organisations membres, tous les partis politiques jeunes, les syndicats, les conseils nationaux de jeunesse. Pour la France, c'est le CNAJEP. Il y a aussi des organisations croyantes, celles qui font des échanges de jeunes et autres. On a été créé en 1996. C'est trois plateformes qui sont devenues une. Principalement, on est la plateforme européenne qui fait du lobby à la commission européenne, mais aussi au conseil de l'Europe et à l'ONU. Notre but est d'améliorer les droits des jeunes. On ne travaille pas sur la réponse aux besoins des jeunes, on travaille sur le plaidoyer pour que les droits des jeunes soient respectés partout dans les pays européens. On travaille sur l'emploi, la mobilité, le travail de jeunesse, la coopération, un peu sur toutes les thématiques. La citoyenneté européenne pour nous qu'est-ce que c'est ? Il y a deux plans. La mobilité

européenne : chaque européen a le droit d'étudier, de voyager, de faire des stages, de séjourner, de circuler dans un autre pays européen. On dit souvent testez la mobilité, vous comprendrez ce qu'est la citoyenneté européenne. C'est un moyen. Pour nous, ce qui est le plus important et ce pour quoi on fait du plaidoyer, c'est qu'il y ait une vraie éducation à la citoyenneté européenne. Ça passe par l'éducation à la culture politique, pas politique politicienne des partis politiques, mais acquérir un esprit critique au sein de l'éducation formelle et non formelle. Connaître ce qu'est la démocratie. Je vous parle des 47 du conseil de l'Europe où malheureusement il y a quelques pays dont le nôtre sur certains points où la démocratie est compliquée. La citoyenneté européenne est aussi un engagement local. On fait du plaidoyer pour le droit de vote. On mène une campagne pour le droit de vote à 16 ans. On a vu que les jeunes qui ont la possibilité de voter plus jeunes se sentent plus investis et comprennent plus rapidement ce que c'est de voter. Ils sont pris en compte parce qu'ils sont électeurs. Le droit d'être élu en Europe partout où on vit. On fait du lobby aussi pour le non cumul des mandats. D'avoir plusieurs mandats ne permet pas à des jeunes d'avancer dans le milieu de la politique. On essaye d'aller un peu plus loin et on travaille avec les institutions européennes pour qu'un programme soit mis en place dans les pays avec l'éducation formelle sur ce qu'est l'Europe et ce qu'est la citoyenneté européenne. C'est en cours, mais c'est de longue haleine. Dans certains pays d'Europe, il existe une éducation à la citoyenneté européenne. En France, on espère. J'ai fait très court parce que je fais toujours très court. Après, vous pouvez poser autant de questions que vous voulez sur les programmes de mobilité ou autre. Je peux y répondre.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Parfois, il y a une difficulté à expliquer la vision qu'on a en France de la citoyenneté notamment de la citoyenneté européenne. Quelle vision peut-il y avoir dans les 47 pays ? En quoi y a-t-il une telle difficulté à appréhender le concept de la même manière ?

**Elise Drouet, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire internationale adjointe, service international des scouts et guides de France** : Il y a des petits éléments de réponse. Mais, ce n'est pas chiffrable et mesurable. Notre pays est géographiquement grand avec beaucoup d'activités. Donc, on peut, entre guillemets, s'auto-suffire. Dans les petits pays géographiques, ils doivent apprendre une autre langue parce qu'ils savent qu'ils devront bouger, qu'ils devront travailler ailleurs, qu'ils devront communiquer. On travaille beaucoup en Slovénie ou dans les pays nordiques. Ils parlent tous une autre langue. C'est obligatoire. C'est même pour survivre parce qu'ils savent que dans leur boulot normal leur langue n'est pas aussi importante entre guillemets, que le français peut l'être. C'est un peu basique, mais c'est l'une des difficultés de la façon de s'ouvrir aux autres. La citoyenneté européenne c'est aussi des droits et des devoirs. Souvent, on ne connaît pas toujours nos droits et nos devoirs. Tout à l'heure sur l'emploi, c'était un peu la même chose. Une amie qui est avec moi au conseil d'administration est finlandaise de la minorité suédoise. Elle a toujours été européenne parce que sur son passeport il est écrit Union européenne avant le nom du pays. En France, on ne le voit pas. C'est notre passeport français. Eux, ils l'appellent le passeport européen. Ce sont des petits trucs. Ce sont les façons de dire les choses, de les penser qui sont différentes. Ce n'est pas pour ça qu'elle ne se revendique pas plus Finlandaise ou plus Suédoise.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Bientôt, on sera européen issu de la minorité française ! Karl, de l'OFAJ, je te passe le micro.

**Karl Boudjema, chef de bureau formation professionnelle et échanges universitaires, office franco-allemand pour la jeunesse** : J'allais faire la même plaisanterie en disant qu'on pouvait être de la majorité allemande puisque c'est la langue la plus parlée en Europe. Je vais commencer par parler allemand pour nous donner une dimension européenne. J'espère que personne ne m'en tiendra rigueur. Je voudrais citer Rosa Luxemburg qui disait : « Wer sich nicht bewegt, spürt seine Fesseln nicht », « celui qui reste immobile ne sent pas les entraves qui le lient ». C'est l'essentiel sur la mobilité. Ça permet de sentir où sont nos limites, quel est notre cadre, notre environnement. Si on n'a pas la possibilité de bouger, on ne comprend pas comment on est fait et qui on est. C'est l'essentiel dans le cadre de ce qu'on fait en tant qu'Office franco-allemand pour la jeunesse. On fait la promotion de cette mobilité. L'Office a été créé en 63. Je ne sais pas si vous avez entendu parler des 50 ans du traité de l'Élysée. Les termes officiels sont qu'on est le plus bel enfant du traité de l'Élysée. A 50 ans, on n'est plus un enfant. On a fait nos preuves. Je l'espère. L'idée de départ était d'avoir une œuvre de réconciliation. On sortait de l'après-guerre et il y avait une volonté de construire quelque chose de

différent au niveau des sociétés civiles, c'était essentiel, et une meilleure compréhension des deux sociétés civiles pour éviter des guerres par la suite. Dans le discours des 50 ans, c'est passé inaperçu. Mais, avec 200 000 jeunes échangés tous les ans, on a créé une connaissance, une mobilité, une proximité qui permettent un meilleur fonctionnement entre les Français et les Allemands. Quand on parle de citoyenneté européenne, des gens opposent l'Office franco-allemand pour la jeunesse en termes de programmes à la culture européenne. Mais, en réalité le franco-allemand est une dimension logique et une parmi d'autres de l'Europe au même titre qu'on pourrait avoir des relations, ça existe, germano-polonaises qui sont très bien structurées. C'est aussi une dimension de l'Europe. Chez nous, la mobilité a été construite autour de quelques objectifs, notamment la connaissance de sa propre identité. C'est savoir qui on est. Ça a déjà été dit. Ensuite, il y a la notion d'autonomie et de responsabilité. Cela se retrouve dans toutes les méthodes pédagogiques qu'on a essayé de développer. Il y a une mobilité pour permettre de mettre en œuvre une espèce de conscience. Ça permet de travailler sur les compétences sociales dont l'autonomie. C'est aussi la réalité du multiculturel qu'on ne voit parfois pas autour de soi. Mais, quand on est dans un environnement, une mobilité, on est obligé de se confronter à la différence de l'autre. Ça participe aussi à une éducation particulière des jeunes. D'autre part, tous ces éléments qui sont des logiques de pédagogie de la mobilité, c'est aussi la logique de mobilité accompagnée. Avec cet accompagnement, si on a ces objectifs et ces éléments de contenu, on arrive à mettre en place un travail sur les notions de citoyenneté européenne auprès des jeunes, l'accès à la mobilité étant pour nous essentiel pour créer cette prise de conscience et cette autonomie dans ces éléments-là. On a aussi une dimension un peu différente avec tous les programmes mis en œuvre dans le cadre de l'Europe orientale et des Balkans. Ces programmes existent depuis dix ans. Notre travail est plutôt une politique d'intégration, de discussions, de connaissance de ces pays avec des jeunes Français et des jeunes Allemands. Il y a aussi cette dimension très importante du contenu politique, entre guillemets, des mobilités et des commandes qui sont parfois des commandes politiques. Comment mettre en place une citoyenneté européenne ? Comment aider les jeunes à se l'approprier ? Ça passe par une mobilité. Elle peut être fléchée. La seule difficulté importante à pointer est que quand nous mettons en place des programmes de mobilité et que derrière il y a des élus et que politiquement il y a une volonté de mettre en avant cette construction de l'identité européenne, ce n'est pas ce qui ressort de la motivation des jeunes pour bouger. Ils veulent travailler sur des compétences professionnelles, linguistiques, la découverte culturelle et autre. Si on fait un retour sur les motivations des jeunes pour évaluer la mobilité, le premier élément qu'ils vont mettre en avant n'est certainement pas l'acquisition d'une conscience politique de la citoyenneté européenne. C'est contradictoire parce que nous, acteurs, avons envie de travailler sur ce champ-là et de mettre en place des éléments éducatifs qui permettent de travailler, de faire avancer les jeunes dans ce domaine. Mais, ce n'est pas comme ça qu'ils le perçoivent ou que le retour se fera de leur expérience. Cet élément est important à noter ici. Je voulais revenir sur la question posée par Frédéric au sujet de la perception de la citoyenneté. La citoyenneté en Allemagne n'est pas du tout la même. En France, on a un programme de volontariat basé sur le service civique. Vu l'historique de la mise en place du service civique, on a une volonté citoyenne dans la logique de l'engagement. Ce n'est pas le cas en Allemagne. On a parfois des politiques différentes. En Allemagne, on va mettre en avant pour l'instant, ça change un peu avec les discussions sur l'employabilité, le développement personnel. Ce n'est pas forcément une thématique qu'on va reprendre en France. On va mettre en avant les éléments d'engagement, de citoyenneté. Ce n'est pas incompatible. L'un n'exclut pas l'autre. En Europe, on n'aura pas les mêmes focus ou les mêmes intérêts sur certaines thématiques. C'est intéressant à savoir dans le cadre d'une logique de programmes de mobilité que je défends ici puisqu'on est opérateur de mobilité.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Penses-tu que la vision qu'on a en France du service civique et de la façon dont il s'est construit par rapport à celui existant en Allemagne, au-delà du fait que ce soit plus ancien en Allemagne qu'en France, est liée au fait que le service civique en France est sur les mêmes bases juridiques que le service national ? Est-ce que c'est parce que l'ancien service militaire est devenu un service civique pas obligatoire mais sur les mêmes bases qu'on a une telle différence dans la façon d'aborder le service avec la question de l'injonction, de l'engagement ?

**Karl Boudjema, chef de bureau formation professionnelle et échanges universitaires, office franco-allemand pour la jeunesse :** Le service civique est extrêmement français. Quand il y a des groupes de travail à l'agence du service civique, il y a un amiral, les représentants de l'armée, de la réserve. Pour moi, c'est étonnant parce que ça concerne a priori la société civile. Parfois, j'ai du mal à faire le lien entre la logique française et la construction du service civique. D'un autre côté, ça a des

avantages. Il y a une ouverture à l'ensemble des jeunes. Ce n'est pas le cas en Allemagne. Les deux systèmes sont très différents. Il y a une espèce d'accès républicain à ce dispositif que je trouve bien. Je trouve très amusant qu'on ait créé un institut du service civique. On prend les meilleurs. Il y a un côté élitaire. Il est intéressant de voir qu'on arrive à recréer le système des grandes écoles dans quelque chose d'ouvert, de républicain comme le service civique. C'est mon opinion personnelle. Ce n'est pas l'opinion de mon institution qui n'en a pas forcément à ce sujet. On retrouve beaucoup de choses très françaises dans la construction d'un dispositif qui existe dans d'autres pays. Il existe dans le cadre des programmes européens. Le SVE est passionnant. Il a été novateur. On s'est basé sur le SVE pour mettre en place le volontariat franco-allemand. C'est une approche intéressante. C'est légitime pour le concept de l'Etat français, de la citoyenneté telle qu'elle est conçue en France d'avoir cette construction.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Merci Karl. On aura peut-être l'occasion de revenir sur la question de savoir si le service civique peut être un outil de développement de la citoyenneté européenne, plus, différemment, moins que le service volontaire européen, que les services d'échange franco-allemands. Justin et Florine, on va vous donner la parole pour que vous vous présentiez, que vous présentiez le parcours de votre association et le lien avec la citoyenneté européenne pour vous.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : On est membre de l'association « Pari jeunes » qui a été fondée en 2012. L'idée est venue vers 2010.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : Au cours de notre mandat de conseiller général jeune de l'Allier.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : L'expérience au sein du conseil général des jeunes est très enrichissante.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : Au point de vue humain, pour les échanges qu'on a eu l'occasion d'avoir. Cette expérience nous a grandis.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : Le mandat de conseiller général jeune se fait entre 13 et 14 ans.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : C'est un apport de maturité. L'association « Pari jeunes » regroupe d'anciens conseillers généraux jeunes. Cette association a pour objectif de se tourner vers l'autre et de faire des actions solidaires et humanitaires. Un peu d'Europe s'est intégrée. En effet, la majorité des conseillers généraux jeunes ont eu l'occasion de participer à des projets européens. Pendant notre mandat, il y a eu le gros projet « You are the king » en rapport avec la démocratie. Le nom était un petit pied de nez. Ce projet s'est déroulé sur deux ans. La première année, on a eu l'occasion de partir en Hongrie et en Estonie. La seconde année, c'est nous qui avons reçu. Le but était de promouvoir la démocratie notamment par l'élection de jeunes.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : Pour la seconde année du mandat, on a accueilli les Estoniens et les Hongrois. La problématique était différente parce que la démocratie entrainait moins en compte. Le projet consistait à monter une pièce de théâtre qui mettait en valeur les différentes cultures et nos différents points de vue.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : Je suis parti en Hongrie et Florine est partie en Estonie. En Hongrie, on a participé à l'élection d'un jeune maire au conseil municipal. Il y a eu une dizaine de jours pour préparer les élections. Tous les jeunes de la ville ont été invités à voter. Cela a débouché sur l'élection d'une fille. On était bien placé pour la parité. On a échangé sur notre façon de percevoir la démocratie en Hongrie et en France. On se dit que la démocratie est une valeur universelle. Effectivement, mais comment l'autre la perçoit-il ? Les visions sont parfois tout à fait différentes. On a pu échanger et découvrir par rapport à ça.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Peux-tu développer vos visions respectives de la démocratie ? En quoi y a-t-il des différences ?

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes » :** Les souvenirs se sont atténués. Florine va m'assister.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes » :** En France, on laisse assez la parole aux jeunes. Au niveau de la démocratie, on favorise leur entrée. En Estonie, j'ai remarqué que la démocratie était moins ancrée dans l'esprit des jeunes Estoniens notamment. Ils n'avaient pas la même vision que nous même s'ils sont européens comme nous. On est réuni dans l'Union européenne, mais les différences subsistent. C'est ce qui fait la richesse de notre continent. En Estonie, on a aussi participé à des élections. L'élue était aussi une fille. Les élections se sont passées dans un lycée. Ça peut s'apparenter à la maison des lycéens ou au CVL en France. Leur rôle n'est pas tout à fait le même. En France, la maison des lycéens est présente, mais on ne ressent pas les actions mises en œuvre au niveau du lycée. En Estonie, on sentait vraiment un investissement dans les élections au lycée. Leur maison prenait part à la vie active.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Tu voudrais dire qu'en France les lycéens s'investissent et participent moins dans les élections au CVL parce qu'ils ne voient pas l'intérêt et le rôle qu'on pourrait leur donner après dans la gestion du lycée contrairement à l'Estonie.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes » :** Oui. On va avoir des élections dans notre lycée. On peut dresser un constat accablant. Les jeunes ne se sentent pas concernés par les élections. Pourtant, on leur donne les moyens de se sentir concernés et d'être plus actifs au sein d'un lycée. Les Estoniens sont beaucoup plus investis dans la vie de leur lycée et la vie de leur communauté.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes » :** En Hongrie, on a remarqué un engouement. Ils ont essayé de le transmettre aux autres Hongrois présents dans la ville par différentes actions de communication. Ça a été réussi parce qu'un nombre important de personnes ont voté pour élire la jeune maire. Ils ont une véritable capacité de décision qui a été mise en place. Les jeunes maires ont le droit de prendre des décisions pour la ville. J'ai une expérience de conseiller municipal jeune où on avait un peu moins de capacités à prendre des responsabilités par rapport à l'expérience entre la France et la Hongrie. Ils ont eu un engouement. Peut-être qu'ils ont plus de moyens.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Est-ce que vous vous sentez citoyens européens aujourd'hui ou est-ce que ce n'est pas la première chose qui vous vient à l'esprit ? Vous avez eu un parcours particulier, un parcours d'engagement. Vous avez travaillé dans le cadre d'un échange, d'une mobilité. On vous a donné tous les moyens pour que vous vous sentiez européens. Vous sentez-vous européens avant d'être Français ? Au même niveau ? Après ? Comment vivez-vous votre citoyenneté européenne ?

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes » :** Je me dis Européen. Je me dis Français aussi. On peut revenir à la devise de l'Europe qui est « unis dans la diversité ». On conserve ce qui fait de nous une particularité et ce qui va faire de nous une unité. Je suis les deux à la fois.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes » :** Avant d'avoir participé au projet « You are the king », je me sentais plus Française que citoyenne européenne. En effet, on ne nous inculque pas suffisamment pas la notion de citoyenneté européenne. On la découvre en grandissant dans les classes de 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>. On commence à avoir cette notion d'union européenne. Le projet « You are the king », nous a permis de prendre de l'avance sur la citoyenneté européenne.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Justin, est-ce que cette expérience a renforcé ton sentiment d'appartenance à l'Europe ou était-ce avant même la 5<sup>e</sup> quelque chose qui te parlait ?

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes » :** Au début, l'Europe ça ne me parlait pas beaucoup non plus. A l'âge auquel j'ai eu l'occasion de partir, on n'a pas forcément idée de ce que l'Europe peut faire. Cette expérience m'a ouvert l'esprit. On découvre d'autres cultures. C'est une autre approche. On se demande ce qu'est l'Europe exactement. C'est plein de gens qui ne parlent pas la même langue, qui n'ont pas les mêmes cultures. On constate la différence. Des choses ont été faites pour nous donner plus de mobilité, la capacité de nous investir dans l'Europe. C'est grâce aux programmes PEJA, programme européen jeunesse en action, qu'on a pu faire des échanges européens.

C'est une excellente expérience humaine et personnelle aussi. Ça nous permet beaucoup de découvertes, de mieux comprendre et de mieux nous intégrer à l'Europe.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Elise, dans ta vision européenne, très européenne avec 47 Pays, il a été abordé la question de la pratique démocratique. En Hongrie, en Estonie, le fait qu'ils aient une pratique récente d'une forme démocratique plus proche de la nôtre donne-t-il une plus grande mobilisation ou un plus grand intérêt que ceux qu'on peut voir dans les vieilles démocraties ? En France, on est un peu des enfants gâtés de la démocratie. On va voter si on en a envie. Tout cela ne serait-il pas lié ?

**Elise Drouet, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire international adjointe, service international des scouts et guides de France** : Au forum, on veut des jeunes engagés et actifs. Il y a le vote, les élections et l'engagement. En France, l'engagement des jeunes est très fort. Si on leur donne de quoi faire quelque chose, ils vont s'engager. Par contre j'ai déjà eu cette expérience que se faire élire n'intéresse pas grand monde. La notion de pouvoir n'est pas du tout la même. J'ai une collègue Estonienne. Chez eux, c'est une finalité d'être élu, une consécration. Pour moi être élu au forum européen pour la jeunesse est une action pour améliorer les droits des jeunes. Pour eux, c'est aussi pour améliorer leur futur. La perception des choses est différente. Les Français ont envie de s'investir, de faire des choses. Quelques personnes aiment le pouvoir. C'est spécial. Mais, on n'a pas cette notion jeune d'accession. Je le vois avec les 47 pays que j'ai autour de moi. Pour les élections, les gens font des choses que vous n'imaginez pas, alors que nous Français on est un peu des bisounours. Nous aimons le contenu. On veut améliorer des choses. Je travaille dans une association en France qui est mondiale. Malgré nos différences, les compromis qu'on fait, quand on a un congrès mondial on se retrouve entre Européens parce qu'on a des valeurs très communes. On a un socle commun, on va jusqu'à l'Azerbaïdjan, on le fait sans trop savoir pourquoi parce qu'on a un peu la même façon de faire. Et, on aime discuter. D'autres ont l'habitude d'écouter, nous, nous avons l'habitude d'échanger.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Si vous avez des témoignages, des questions, des demandes de précisions, on peut faire un premier temps.

**Chantal Mérou, responsable du pôle éducation jeunesse, conseil général des Pyrénées-Orientales** : J'ai une seule question très simple. Le forum européen de la jeunesse a-t-il des relais locaux sur le territoire qu'on pourrait contacter ?

**Elise Drouet, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire international adjointe, service international des scouts et guides de France** : On est composé des plateformes européennes. On est une plateforme de plateformes. Notre représentant de conseil national de jeunesse est le CNAJEP. Vous pouvez avoir les relais via le CNAJEP. Et, la plupart des organisations de jeunesse font parties d'organisations qui sont aussi représentées au sein du forum européen de la jeunesse. Je suis pendant deux ans au forum européen de la jeunesse et je suis le relais des personnes. Il ne faut pas hésiter à me contacter. Ce qui est compliqué est d'avoir une attache au terrain. Je travaille dans une organisation de jeunesse, donc j'ai une attache au terrain. La plupart de mes collègues n'en ont pas vraiment ou n'en ont plus.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : En France, a été créé le forum français de la jeunesse qui se veut le pendant du forum européen de la jeunesse. Il regroupe toutes les organisations de jeunes et de jeunesse. Certaines régions sont en train de mettre en place des forums régionaux de la jeunesse qui se veulent le pendant régional du forum français qui lui-même est le pendant national du forum européen. Les déclinaisons se font comme ça. C'est assez récent pour le forum français et le forum européen. Jusqu'à présent au niveau européen, c'est la plateforme des associations de jeunesse et d'éducation populaire qui est représentée au forum européen de la jeunesse. Le constat a été fait plusieurs fois que le CNAJEP n'était pas le mouvement le plus représentatif des mouvements de jeunes même s'il était des mouvements de jeunesse. En France, on fait bien le distinguo entre les associations de jeunesse dans lesquelles il n'y a pas forcément des jeunes et les associations de jeunes. C'est aussi pour ça qu'il y a eu une volonté de créer un forum français de jeunesse dans lequel n'étaient que des associations de jeunes. Voilà ce qu'on peut dire sur les déclinaisons locales, départementales et régionales qu'on peut trouver aujourd'hui. Parmi les personnes qui sont ici, y a-t-il des collectivités ou

des associations qui se sont confrontées à cette question de la citoyenneté européenne et ont mis en place des projets particuliers pour faire la promotion de la citoyenneté européenne ?

**Brahim Benzerga, adjoint au maire à la jeunesse de Châtellerauld :** C'est un minuscule territoire entre Tours et Poitiers dans le territoire européen. Ça dépend à quelle échelle on se place. Je suis vice-président de l'agglo de ce même territoire. Je suis passionné par cette thématique de la jeunesse parce qu'il y a un lien très étroit entre ces programmes-là et mon engagement politique aujourd'hui. C'est en baignant dans ces projets-là qu'il y a eu l'éveil d'une conscience collective et d'un engagement comme les jeunes qui sont venus nous présenter leur parcours. Ça me passionne et ça m'attriste de voir que c'est quelque chose de raccroché, qui paraît superficiel, voire fantaisiste alors que les enjeux sont fondamentaux, imminents. Dans nos territoires, on est dans l'immédiateté du logement, de l'emploi, de l'insertion. Je ne veux pas faire injure à ces problématiques qui sont réelles. On ne les invente pas. Mais, énormément de choses se jouent à cette échelle de l'Europe. Les enjeux sont imminents. C'est préserver la paix. Ça a été dit tout à l'heure. On est en période de chômage de masse et de montée des extrêmes. Ça n'est pas neutre aujourd'hui de préserver la paix. C'est la question de la mobilité qui renvoie souvent à la question matérielle de payer un permis pour un jeune ou acheter une voiture. Mais, il y a la question de la mobilité intellectuelle. Dans certains quartiers, on n'arrive pas à faire traverser une rue, un pont à certains jeunes pour les faire aller à la mission locale. La mobilité européenne lève beaucoup de freins à la mobilité. Elle peut être mise au service d'un projet de vie, d'un projet professionnel. Et, il y a l'éveil de la citoyenneté. C'est un témoignage personnel et d' élu. Il paraît naturel de partir à l'étranger pour découvrir une autre culture. Non, on se découvre soi-même en premier. Je me suis redécouvert en emmenant des jeunes. J'ai fait partie de ces jeunes parce que j'ai été bénéficiaire d'un ou deux projets européens. Ensuite, j'ai été jeune animateur accompagnant des jeunes et maintenant élu qui favorise des jeunes qui partent en mobilité européenne. Les bienfaits sont multiples. Ils peuvent être mis au service d'un projet professionnel. J'ai fait plusieurs fois la démonstration pour un groupe de dix jeunes, c'est presque provocateur de le dire comme ça, qu'on faisait presque le travail de 20 ans d'animateur en trois jours sur du PEJA en Ecosse, au Portugal, en Jordanie, en Grèce. On a pas mal sillonné. Ce sont des choses qu'on n'arrivait pas à faire dans un atelier de danses traditionnelles polonaises dans le quartier ZUS d'où je suis originaire. C'est 20 ans de travail pour lever des freins intellectuels. Une émulation se crée. Il y a plein de jeunes européens. Je prêche des convertis dans notre assemblée. Je suis un passionné de cette thématique. Je ne veux pas m'étaler sur mes petites expériences. S'il y a des questions, j'y reviendrai. Ça a transcendé plusieurs parcours dont le mien en premier lieu. Pour répondre à votre question, en tant qu' élu, je vais faire un inventaire rapide et pas exhaustif. On a mis en place une plateforme d'accueil et service volontaire européen attenante à notre bureau information jeunesse. On a un service de relations internationales bien antérieur à notre prise de fonctions. Il marche très bien. Il est très dynamique avec beaucoup de villes européennes notamment allemandes. On travaille aussi beaucoup avec l'Office franco-allemand. Il y a une dynamique d'échanges scolaires. La collectivité met en réseau, assure l'ingénierie de montage des dossiers, voire un soutien financier par moment même s'il y a l'argent de l'Europe. Ici, on fait souvent état de la raréfaction des fonds publics d'Etat ou des collectivités. Mais, l'Europe offre encore quelques possibilités. On soutient les PEJA par les associations, les centres sociaux de la ville. On attribue quelques subventions aux associations qui partent. On fait de la mise en réseau. Ce qui est aussi très intéressant est qu'on a des offres de stages conventionnés avec d'autres villes européennes, même extra-européennes. On peut permettre à des jeunes Châtelleraudais d'aller faire un stage dans une collectivité au Québec, en Pologne. C'est un partenariat privé/public. En Pologne, c'est avec une grosse entreprise Thomson. C'est soit dans des collectivités, soit dans des entreprises publiques. C'est intéressant pour des parcours de jeunes. Je finirai sur notre bourse d'aide à la mobilité. Un jeune Châtelleraudais dans un parcours d'insertion professionnelle, d'études ou qui s'apparente à de l'humanitaire peut se voir attribuer une bourse de la mobilité. Après, dans le cadre du festival jeunes talents, il doit présenter son truc devant d'autres jeunes pour susciter des vocations. Je survole nos actions. Mais, c'est un univers où le champ des possibles est énorme. S'il y a quelque chose à retenir de tout ce que je viens de vous raconter, c'est ça.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Merci. Karl, un mot sur la question plus large de l'emploi, de la formation professionnelle qui est un des outils de la construction d'une citoyenneté et sur ce que vous faites à l'OFAJ dans ce domaine.

**Karl Boudjema, chef de bureau formation professionnelle et échanges universitaires, office franco-allemand pour la jeunesse :** Je ne sais pas si je vais le prendre dans le bon sens. En effet, dans ma tête, plusieurs éléments s'ajoutent. Avant, j'étais à la table ronde sur l'emploi. Je me suis resitué par rapport à ça. Il faut toujours garder la notion de citoyenneté européenne en arrière-fond. La mobilité permet effectivement d'acquérir des compétences interculturelles, sociales etc. qui apprennent à mieux se présenter, à être plus à l'aise, à avoir plus confiance, à être plus autonome. On l'a déjà dit. Mais, on voit même dans des mobilités courtes de 3 à 4 jours, que les gens changent. Ils ne sont plus les mêmes quand ils rentrent et vivent autrement. C'est un élément essentiel. Des études ont été faites sur l'impact des mobilités dans les cursus de vie. Une petite étude a été faite en Suisse sur l'importance des mesures de requalification professionnelle par rapport à la durée. Les mesures qui mettent en place des formations longues et une requalification professionnelle sont parfois moins efficaces qu'une mesure très courte de une à deux semaines qui ont un impact immédiat sur l'itinéraire du jeune qui va se développer de façon plus rapide dans quelque chose de plus efficace à certains niveaux. Je ne suis peut-être pas très clair. La mobilité est aussi un levier pour employabilité, compétences etc. Souvent, on oppose les deux. On oppose l'employabilité et l'autonomie ou le développement personnel. C'est faux. Quelqu'un qui est plus à l'aise, qui a plus confiance en lui, qui a vécu plus de choses, qui peut mieux se présenter, qui a appris à dépasser certains blocages sur certaines choses qu'on lui demande de faire ou pas, qui a une autre approche de l'autre aura un accès plus simple au marché du travail. La question sous-jacente qui se pose est à qui on donne la chance d'accéder à ces programmes de mobilité. Est-ce toujours l'enseignement général dans le cadre d'échanges ? Est-ce des programmes avec une focalise sur l'enseignement professionnel, sur les apprentis ? Est-ce des programmes pour des jeunes demandeurs d'emploi ? Il y a tous ces types de programmes. Est-ce des programmes pour les jeunes artistes, des jeunes professionnels ? Il y a plein d'éléments comme ça. En proposant une multiplicité de programmes différents, on a segmenté la jeunesse. On l'a coupée en publics cibles et on propose à chaque fois des mobilités un peu différentes. Pour les uns, ça va être des mobilités courtes. Pour les autres, ça va être des mobilités longues, des stages. Pour d'autres, ça va être des éléments d'éducation populaire. Pour d'autres, ça va être des programmes avec des contenus très forts sur ce qui est politique. Il y a une segmentation de la totalité des offres pour permettre un accès à tous. Est-ce qu'on y arrive ? On a dit que les fonds étaient là s'il y a de l'autre côté la capacité à mettre en œuvre, l'ingénierie c'est-à-dire les gens qui sont engagés, qui dans les structures, ont la capacité à s'investir pour mettre en place ces programmes en place. On a des programmes qui peuvent être techniques. Une série d'éléments entre en jeu. Pour moi, les logiques actuelles de mettre en relation le contenu formel et le contenu non formel, des contenus formels d'acquisitions très simples de compétences linguistiques, professionnelles avec des éléments différents sur l'éducation non formelle de développement de personnalité, d'autonomie se rapprochent et font que la citoyenneté européenne se décline à plein de niveaux différents sans être explicités ou très clairs. On peut avoir un programme simple de mobilité jeunesse avec un contenu sur la démocratie et approche européenne. Ça rend les gens différents. Après, ils voient différemment leur carrière, leur façon de faire, leur implication dans la vie, leur façon de s'exprimer. A la base, c'est un projet PEJA. Et, on se retrouve quasiment dans une logique professionnalisant et développante tout au long de la vie. Dans les problématiques de programmes européens qui se rejoignent, cette mise en synergie est intéressante.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Je voudrais revenir sur ce que disait l'élu de Châtelleraut. Je n'ai pas noté votre nom. Je suis désolé. Florine et Justin, il a été dit qu'on se découvrirait soi-même au moins autant que l'on découvre l'autre dans ce type d'échanges internationaux selon ces programmes de mobilité. Avez-vous eu l'impression de vous découvrir y compris de vous découvrir Français différemment dans ce type d'échange ?

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes » :** Du point de vue personnel, au sujet d'un échange européen, on pourrait quasiment dire que notre vie est en trois zones. Il y a la zone de confort, la zone instable et la zone où c'est un peu la panique. Ça permet de mettre un pied dans la zone instable et d'en découvrir sur soi-même. Il y a la barrière de la langue. Il faut essayer de trouver des techniques un peu bizarres pour essayer de se faire comprendre. C'est quelque chose qu'on n'a pas l'habitude de faire. C'est l'inconnu. On apprend sur nous-mêmes parce qu'on se dit qu'on n'aurait jamais pensé qu'on aurait pu réussir à véhiculer cette idée ou autre chose de personnel. Qu'est-ce que ça nous apprend à nous Français ?

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Plutôt à toi sur comment tu vivais ta « francitude ».

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : On voit la France différemment. Ça permet de prendre du recul. On était en France, on avait l'idée de ce qu'on était. Puis, on regarde de plus loin et on se dit que c'est peut-être ça aussi. En même temps, on a aussi les images qu'eux ont de nous et nous les images qu'on a d'eux. On avait une idée de base et on se dit que cette idée de base est fausse ou pas tout à fait fausse. On a un regard plus extérieur sur la France. Cela se ressent peu importe le lieu d'où on vient.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : Ça nous a permis de nous rendre compte comment les Hongrois, les Estoniens nous voyaient. Ça nous remet un peu en question. Nous, Français, on a souvent tendance à dire que l'union européenne gravite autour de la France et de l'Allemagne. On accorde moins d'importance malheureusement aux pays de l'Est qui ont pourtant un grand rôle à jouer. Ils ont une autre vision de l'engagement électoral totalement différente. A mon sens, on ne leur donne pas suffisamment de place. Ils tendent à essayer de se rendre un peu plus importants. Leur engagement est un peu plus important que le nôtre. C'est ce que j'ai retenu dans l'échange. On voit qu'ils ont une ouverture sur les autres pays européens et une culture plus importante. J'ai une anecdote. Dans le bus du retour en France, les Estoniens se sont mis à chanter parfaitement en français notre Marseillaise. Pourrait-on en faire autant avec l'hymne estonien ? Nous, Français connaît-on leur hymne ? C'est un petit exemple pour montrer leur culture.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : Lors des échanges européens, on a aussi une leçon d'humilité. Je vois aussi que les Français ne s'engagent pas énormément puisque je fais partie d'autres associations dont un comité de jeunes européens, le « comité Easy » à Vichy. Au début, il a fallu trouver du monde. Ce n'est pas facile. J'ai beaucoup demandé dans mon lycée. Et, une personne est venue. Ça montre qu'il y a quand même du monde qui est intéressé. Il y a eu de plus en plus de monde. Une personne, puis deux, quelques nouveaux de plus et on commence à devenir un vrai groupe. Un engagement européen se met en place. C'est intéressant. Le but serait de promouvoir un peu plus cet engagement. On essaye de le faire.

**Elise Drouet, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire internationale adjointe, service international des scouts et guides de France** : Dans mon travail, je suis en charge de l'Europe. Mes collègues sont en charge de l'international. En France, la non connaissance de l'Europe est frappante. Il y a la volonté d'aller vers l'international et pas vers l'Europe. On me dit qu'on est tous pareils en Europe. Je leur réponds qu'à 47 le compromis est toujours très compliqué. On a le défaut de nommer citoyenneté européenne, c'est difficile. Nommer Europe, c'est difficile. Si on le prend comme un moyen ou si on a une autre thématique, ça peut aider à faire venir des personnes. Par le théâtre, la culture, c'est un peu plus simple pour l'animation. Pour revenir sur ce que Karl a dit, il y a deux sortes de programmes européens : le programme individuel et le programme collectif. Au forum européen de la jeunesse, on fera toujours du lobby pour conserver les programmes collectifs qui sont rares. Quand un groupe de jeunes se déplace de France dans un autre pays, ça crée de nouvelles synergies et une nouvelle appartenance qui sont importantes. Généralement, on favorise l'individu parce que ça fait plus de chiffre que le collectif.

**Jean-Michel Bardière, maire de Saint-Denis de La Réunion** : Comme vous le savez l'île de la Réunion se trouve dans l'océan indien. Notre situation géographique amène les jeunes à utiliser la mobilité pour préparer leur avenir. La mairie de Saint-Denis a pour premier objectif la priorité à la jeunesse. Sur le plan historique, l'île a été peuplée par différentes personnes venant des pays avoisinants à savoir l'Afrique, l'Inde, la Chine et des pays d'Europe comme la France et l'Allemagne. Chez nous, plusieurs cultures cohabitent paisiblement. Pour aider les jeunes à affronter la mobilité, la mairie a créé un institut municipal de langues. Cet institut est basé sur un partenariat entre l'université de La Réunion, les associations culturelles et les collèges de l'île. Cette action s'adresse à des jeunes collégiens de 10 à 15 ans. Elle est basée sur le volontariat. Cette action permet à des jeunes d'affronter diverses langues comme l'anglais, l'allemand, mais aussi l'hindi et le mandarin. Comme nous sommes dans l'océan indien, nous avons aussi un regard vers la Chine. La Chine est un pays en pleine expansion. Les relations internationales, commerciales vont amener la Chine sur le devant de la scène très bientôt. C'est un témoignage que je voulais vous apporter.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Merci. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Dans le témoignage que tu viens de faire Justin, quelque chose m'a intéressé. L'Europe est peut-être un des rares champs d'expérimentation aujourd'hui qu'on laisse aux jeunes dans le cadre des mobilités où ils peuvent prendre des risques. Vous pouvez vous mettre dans cette zone d'inconfort qui renvoie à la question du droit à l'erreur et avoir cet encadrement qui permet de le faire. Il y a assez peu de dispositifs qui permettent aux jeunes et à n'importe qui de se planter, d'essayer, d'expérimenter et de se mettre dans cette zone d'inconfort en étant sécurisé. J'y vois un outil particulièrement intéressant de dispositif jeunesse. C'est un peu aussi ce que vous disiez quand on fait ce travail sur soi-même parce qu'on est à l'étranger et que le regard des autres sur nous est moins inquiétant. On peut faire de la danse traditionnelle roumaine avec ses potes de cité, mais là on n'est pas dans la cité. On peut prendre ce risque-là. Cet outil valorise l'image que l'on a de l'Europe après. Il y a assez peu de lieux où on peut s'expérimenter comme ça. Y a-t-il ici des représentants de collectivités qui portent un vrai projet politique autour de la citoyenneté européenne en tant que telle ? On approche des élections européennes qui auront lieu au mois de mai l'année prochaine. Il semble que la mobilisation des électeurs ne sera pas forte. En général, il y a assez peu de participation à cette élection. Il y a 71% d'abstention. Ce sera peut-être encore plus. On sait quelles répercussions ça a. Plus il y a d'abstentions, plus ceux qui vont voter ont de pouvoir dans leur vote. Est-ce que les élus qui sont ici, les directeurs, les chefs de service, les acteurs de terrain ont décidé de mettre en place des actions particulières pour ces élections ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi aussi ? Fait-on avec les 71% d'abstention alors que tout le monde est d'accord pour dire que les enjeux sont là-bas aujourd'hui ?

**Anne-Gaëlle Morice, animatrice du centre d'information Europe Direct Allier, conseil général de l'Allier :** J'appuie le projet des points information jeunesse du département. Ils veulent mettre en place une application mobile pour inciter les jeunes à aller voter. C'est en train de se mettre en place pour faire en sorte qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales avant la fin de l'année. C'est un exemple d'action. C'est pour les municipales et les européennes et celles qui suivront.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Monsieur Pozzoli, vice-président du conseil général de l'Allier, en charge des questions de jeunesse, je sais que le conseil général a un certain nombre de projets politiques sur la question de la mobilité, des relations internationales, de la solidarité internationale. J'imagine que la dimension européenne est importante aussi.

**Bernard Pozzoli, vice-président du conseil général de l'Allier :** Je veux surtout laisser parler les jeunes de l'Allier qui le font très bien. Le conseil général a depuis très longtemps des traditions de coopération avec des pays d'Afrique et des pays européens. Ça s'est renforcé par le travail fait au conseil général avec Europe Direct Allier, avec les points information jeunesse. On a fait les premiers échanges en s'appuyant sur le PIJ de Vichy qui montait un projet PEJA auquel on a associé le conseil général de l'Allier et celui de la Haute-Loire. On développe ce type de choses. Le conseil général jeune et la junior association nous ont permis de franchir un pas. Nous-mêmes avons été impressionnés par la faculté des jeunes Français, Estoniens, Hongrois et les Marocains l'année dernière dans un autre domaine, à se retrouver entre eux, à créer des choses, à se comprendre même s'ils sont différents, même s'ils ont des cultures différentes. On a l'intention de poursuivre dans ce domaine. On a le festival Magma créé il y a cinq ans avec les jeunes, les associations et les acteurs de jeunesse. On essaye de jumeler ce festival Magma avec des actions internationales. L'année dernière, c'était la biennale de la coopération. Le Maroc était à l'honneur parce que c'était les dix ans de coopération entre le conseil général de l'Allier et une province au Maroc. On avait fait un village du monde et des rencontres. Les jeunes dans leurs associations ont travaillé à la préparation de cet événement. Pour le Magma de 2014, et parce qu'il y a les élections européennes, nous avons choisi l'Europe comme thème général avec un village européen et avec des échanges entre plusieurs associations qui ont des partenariats, des coopérations avec des pays européens. C'est le 24 mai, la veille des élections.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** J'ai identifié au moins trois élus : Saint-Denis de La Réunion, Châtelleraut, Conseil général de l'Allier. Il y en a peut-être d'autres. En tant qu'hommes engagés en politique, à quoi la citoyenneté européenne vous renvoie-t-elle ? Si nos dirigeants politiques ne sont pas eux-mêmes convaincus de la citoyenneté européenne, c'est plus compliqué de convaincre le reste de la population de l'intérêt de la citoyenneté européenne. C'est le sens de ma question.

**Brahim Benzerga, adjoint au maire à la jeunesse de Châtellerauld :** Je vais peut-être être un peu angélique et donner des grandes valeurs, mais la citoyenneté c'est partager une histoire, des valeurs, un espace communs. Dans la citoyenneté, on se retrouve sur le terrain des valeurs même si la démocratie est à géométrie variable en Europe. On n'avance peut-être pas aussi vite qu'il le faudrait, mais on aide indirectement l'éveil à la citoyenneté européenne quand on finance, qu'on met en réseau des collèges et des lycées pour aller en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Grèce, au Portugal. Notre aide est indirecte. Ce n'est pas nous qui encadrons. Il y a des associations dans le cadre du temps scolaire. Des enseignants sont là pour faire le travail en profondeur ou c'est avec les centres sociaux et les maisons de quartier. Les animateurs sont là pour y travailler. On est parti en Jordanie parce qu'il y a une vision très élargie de l'Europe. Le PEJA, c'est le bassin méditerranéen et l'Europe du nord et du sud. Chaque jour, il y avait : place de la femme dans la société, place des minorités visibles. Ça transforme les jeunes. J'avais fait la démonstration à Montreuil dans un colloque organisé par « Cités unies » que sur un groupe de dix ce projet avait déterminé des projets professionnels ou des projets de vie. L'un d'eux s'est marié avec une Jordanienne. Ils ont eu des enfants. Un groupe de rap était dans la revendication, le rapport conflictuel avec l'Etat et la République à cause des difficultés d'accès au logement, des contrôles. Ce groupe a vu la quotidienneté des Palestiniens qui étaient dans le projet avec des Danois. Les Palestiniens avaient des difficultés d'accès aux soins, à l'éducation. Là, la citoyenneté en prend un coup. On est fier d'être français. C'est un préalable pour être fier d'être européen. Indirectement, c'est la réponse que je pourrais vous faire. On a avancé parce qu'à une époque on était dans la dimension folklorique et maintenant on fait un travail en profondeur. On va en Allemagne pour comparer nos politiques publiques jeunesse sur la petite enfance, sur la cohésion sociale dans les territoires et sur la place des minorités parce qu'ils ont aussi les leurs. Au Québec, hors Europe et hors sujet, on compare nos structures d'insertion par l'activité économique, ce qu'on appelle les chantiers d'insertion. Un vrai travail se fait en profondeur. Ce n'est plus de l'échange sur des légèretés.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ :** Je retiens que vous dites que pour bien se sentir citoyen européen, il faut déjà bien se sentir citoyen dans son pays d'Europe.

**Brahim Benzerga, adjoint au maire à la jeunesse de Châtellerauld :** De ce que j'ai observé de ma fenêtre, ça a été l'étape préliminaire. On avait des jeunes qui se sentaient apatrides, qui avaient un rejet de la nation, qui ne se sentaient même pas français. Pour eux, se sentir européens, c'était à des années lumière. A la faveur d'un projet européen, d'une soirée interculturelle, on a présenté l'histoire de France qui ne s'arrête pas à l'esclavagisme ou à la colonisation, mais c'est les Lumières, les droits de l'Homme. Ils sont revenus fiers d'être français. Ils ont cheminé. Ils ont construit un puits au Tchad. Ils se sont investis dans des ONG. Il y a eu une citoyenneté active à partir de ça. C'était un élément déclencheur.

**Jean-Michel Bardière, maire de Saint-Denis de La Réunion :** Permettez-moi de revenir à l'exemple de La Réunion où il y a une diversité culturelle sachant que nous partageons les mêmes valeurs. Pour nous la citoyenneté européenne, c'est la même chose. C'est à une échelle plus grande avec plusieurs pays. On retrouve des diversités culturelles et on partage un espace commun avec des valeurs qui sont les mêmes partout.

**Bernard Pozzoli, vice-président du conseil général de l'Allier :** On loupe peut-être certaines étapes quand on fait ce qu'on fait. C'est la question que je me pose. On fait des choses intéressantes. Les jeunes qui participent découvrent des choses et nous-mêmes sommes surpris de tout ce qui est fait. On ne le raccroche pas suffisamment de mon point de vue à l'ensemble européen, au fait que ça fait avancer l'idée européenne et la citoyenneté européenne. Une autre difficulté est de faire partager par d'autres que ceux qui ont participé à ces actions. On a réussi à le faire depuis deux ou trois ans parce qu'ils ont fait des créations avec les Hongrois, les Estoniens ou l'année dernière avec les Marocains. Ils sont venus les présenter. Ils ont fait une création pendant une semaine et après ils ont tourné dans le département. Ça a un peu diffusé, mais ça reste centré sur l'action elle-même. On n'élève pas suffisamment la question pour interpeller tout le monde sur le fait qu'on est en train de construire un espace européen différent de celui qui a été fait avec des institutions, des pays. Il y a encore du chemin à faire. Nous élus avons certainement une réflexion à mener pour ne pas louper cette étape.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Vous questionnez la place du citoyen dans l'Europe et de la démocratie locale dans l'Europe. Justin ou Florine, vous vouliez redire un mot ?

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : Je voulais revenir sur Magma 03. Notre association va tenir un stand à l'occasion de cet événement. On pensait sensibiliser davantage les jeunes à la citoyenneté européenne. On voudrait mettre en place une espèce de petite cabine où on poserait des questions en rapport avec le thème de cet atelier. Comment les gens se sentent citoyens ou pas ? Ça nous permettrait de voir si les personnes se sentent un peu plus concernées parce que les élections arrivent bientôt.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : Le but de ce projet est que les personnes se retrouvent presque comme dans un photomaton. Des questions leur seront posées. On va leur demander de répondre le plus franchement possible. Ça nous permettra d'avoir leur opinion et aussi de nous forger une opinion de la vision de l'Europe et de savoir sur quel point insister pour qu'ils soient plus intéressés, qu'ils aient plus envie de s'engager. On va tenter cette expérience et on espère avoir des résultats positifs. Ça permet une certaine liberté d'expression sur l'Europe, de l'ouvrir à la population qui n'a pas l'habitude d'être confrontée à l'Europe par des questions. C'est comme si on les posait à quelqu'un dans la rue. C'est un moyen de leur permettre une liberté d'expression. C'est plus ludique. Et, ça permet d'avoir une idée.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Comment faire remonter ça par les politiques là-haut ?

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : On a un avantage assez important puisque la junior association résulte de l'expérience qu'on a eue au conseil général des jeunes. On a de la chance d'avoir des élus assez ouverts. J'ose espérer que dans les autres conseils généraux, dans les conseils municipaux, toutes les collectivités les élus sont aussi concernés qu'on peut l'être dans l'Allier. Même en étant jeune, on a une facilité de faire remonter nos idées et ce qu'on peut apporter. C'est important de montrer que la jeunesse est impliquée. En effet, il n'y a pas que les adultes qui peuvent faire bouger les choses.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : C'est une prise d'initiative, de responsabilisation et un moyen d'avoir un porte-voix.

**Elise Drouet, administratrice au conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse, commissaire internationale adjointe, service international des scouts et guides de France** : Dans mon travail, je fais souvent des petits débats sur l'Europe avec des 15/35 ans. Généralement, on fait l'Europe au local. On n'est pas beaucoup au départ et à chaque fois on est de plus en plus. Il y a un problème en France et dans tous les pays de l'Union européenne, c'est qu'ils ne se rendent pas compte de l'impact de chaque directive, de chaque loi sur leur quotidien. Je n'arrive pas à comprendre qu'on n'arrive pas à faire cette communication. On a les techniques de débat. Souvent je reprends les directives européennes sur les abeilles. Elles ont un impact tellement fort dans notre vie. Ce qui est compliqué c'est de ne pas arriver à impliquer les gens et à leur faire comprendre que de ne pas aller voter à ces élections européennes fera qu'on aura des gens qui votent un budget de milliards d'euros. L'année dernière on n'a pas voté le budget. Au niveau européen, c'est énorme compte tenu de tout ce que ça bloque. J'ai vécu très longtemps à l'étranger dans un pays qui n'est pas dans l'Union européenne et qui était plus européen que la France. C'est un pays des Balkans. Ces gens veulent accéder à l'Union européenne parce qu'ils voient bien toutes les possibilités qu'ils peuvent en retirer. Je leur disais que ça ne se passait pas du tout comme ça en France. Dans cette salle, on est tous convaincus. On bosse pour aider à cette communication. Mais, c'est assez difficile. Si vous avez des solutions, je suis preneuse.

**Justin Terrenoire, junior association « Pari jeunes »** : Quand nous étions conseillers généraux jeunes, nous avons monté un projet sur l'Europe sous la forme d'une BD.

**Florine Piette, junior association « Pari jeunes »** : Au cours du festival de la BD, on a pu mettre en valeur différents auteurs de BD plus largement au niveau européen. On avait eu pour projet de créer une espèce de livre qui se fermait. Dans ce livre, il y avait des objets représentant bien le pays avec un

petit texte expliquant la nature du pays. Ce petit livre était fait pour sensibiliser les jeunes dans les collèges. Il a fait le tour de tous les collèges de l'Allier qui en ont fait la demande. Il a été relayé par les membres du conseil général des jeunes qui représentent tous les collèges.

**Karl Boudjema, chef de bureau formation professionnelle et échanges universitaires, office franco-allemand pour la jeunesse** : On a parlé de l'implication des jeunes et la place qu'on leur laisse. C'est à ne pas sous-estimer. Je vais donner deux exemples concrets. Cette année, le forum jeunesse a présenté des conclusions à Madame Merkel et à Monsieur Hollande en début d'année. Il y a quelques années, on avait eu la même chose qui avait débouché sur un manuel commun franco-allemand d'histoire qui a été mis en oeuvre. Il y a des initiatives qui viennent des jeunes et qui sont portées jusqu'au bout. J'ai un deuxième exemple très intéressant. On est une administration, mais on est aussi à l'écoute et au contact des jeunes. On avait énormément de retours sur la difficulté du statut du stagiaire dans les deux pays. A force d'avoir des retours compliqués, techniques, il y a eu la décision des conseils des ministres français et allemands de contacter l'OFAJ pour aménager le statut franco-allemand du stagiaire. C'est un exemple des retours des jeunes sur une expérience de l'Europe qui ne marche pas. Il n'y a pas de statut européen du stagiaire. Il y a des blocages. Les gens sentent ces blocages. Et, on fait avancer les choses dans le cadre franco-allemand et ensuite ça avance à d'autres niveaux européens. Les retours, l'expérience des jeunes, la capacité à s'exprimer, à faire des demandes, à les revendiquer, à les porter, c'est ce qui fait avancer les choses même si parfois on sous-estime cet aspect-là. On est un organisme de jeunesse. C'est notre mission par rapport à ça. Mais, il est essentiel d'avoir ces moments où la parole peut être donnée sur des revendications qui ont un impact au niveau européen. Des choses sont exprimées par rapport à leur propre expérience.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : Avant de conclure, y a-t-il d'autres questions ou interventions ? On a beaucoup parlé de mobilité comme un des outils importants.

**Jean-Michel Bardière, maire de Saint-Denis de La Réunion** : Ma question s'adresse à monsieur Karl Boudjema. Il a parlé au début de mesures d'accompagnement de la mobilité. On est passé très rapidement sur ces mesures. Je voudrais demander quelles sont les mesures d'accompagnement mises en place pour cette mobilité et comment les jeunes sont informés de ces différentes mesures.

**Karl Boudjema, chef de bureau formation professionnelle et échanges universitaires, office franco-allemand pour la jeunesse** : Je n'arrive pas à répondre simplement. J'aimerais pouvoir le faire. Je vais me raccrocher à quelque chose qui a déjà été dit. Il y a une grande différence entre les mobilités collectives et les mobilités simples sous forme de stage pratique ou de volontariat. L'importance est la qualité. Il n'y a personne des CEMEA dans la salle. Un concept qui leur est très cher est la mobilité accompagnée. Pour qu'une bonne mobilité porte ses fruits, elle doit être préparée. Ensuite, il faut qu'elle soit accompagnée. En effet, s'il y a des conflits, il faut expliquer les contenus, les façons d'être culturellement, le back ground qui expliquent ce qui se passe. Il faut des clefs de compréhension et d'explication pour sortir de ça. Une fois qu'on est rentré, il faut pouvoir travailler sur cette mobilité telle qu'elle a été vécue pour qu'elle ait un impact encore plus fort. Dans le cadre des mobilités accompagnées, il y a un dispositif pédagogique important qui permet de maximiser l'effet des mobilités individuelles ou collectives. Dans le cadre des mobilités individuelles, c'est souvent plus difficile à mettre en place parce qu'il faut un accompagnement individuel. Le coût est différent. D'autre part, il est difficile d'avoir un accompagnateur derrière chaque stagiaire dans un pays de l'Union européenne. Pour l'accompagnement, il s'agit de donner aux structures les moyens de bien préparer avec des visites préparatoires, des visites d'évaluation, d'avoir la prise en charge de certains accompagnateurs sur le fond, d'avoir la prise en charge d'animateurs formés, de leur proposer des formations qui leur permettent d'acquérir une meilleure technicité dans la mise en place de ces projets. Ce dispositif est important. On voit la mobilité comme un moment. Mais, c'est un moment en amont. Je n'ai même pas parlé de l'accompagnement qui serait nécessaire à certaines structures pour bien repérer et reconnaître les dispositifs qui sont les mieux adaptés à leurs besoins et leurs publics. Ces logiques ont parfois le mérite d'être assez lourdes parce qu'elles permettent d'assurer un meilleur impact sur le jeune. Je ne sais pas si ça répond à la question que vous avez posée. Je n'ai pas parlé des chiffres, des financements. J'ai dit que ça existait.

**Anne-Gaëlle Morice, animatrice du centre d'information Europe Direct Allier, conseil général de l'Allier** : Il y a un centre d'information à l'île de La Réunion, à Saint-Denis me semble-t-il. Ces

centres d'information sont aussi là pour informer tous les citoyens, me concernant tous les citoyens du département de l'Allier peuvent connaître les programmes mobilité. Les jeunes peuvent s'adresser à nous pour avoir les premières informations. On est là pour informer et pour mettre en place des animations sur le territoire pour aborder les sujets européens. On a aussi le rôle de faire remonter les informations, puisqu'on est labellisé par la Commission européenne, auprès de la représentation de la Commission européenne.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ** : On va conclure. On a abordé un certain nombre de sujets pour voir ce qui pouvait amener à une citoyenneté européenne, comment les gens vivaient leur citoyenneté européenne. On a beaucoup parlé d'éducation informelle. La partie portée dans d'autres pays par l'éducation formelle, c'est ce que vous défendez au forum européen de la jeunesse, est plutôt absente en France des outils, sauf peut-être dans le franco-allemand. D'après ce que j'ai entendu aujourd'hui, ça semble plutôt absent des outils qui permettent une citoyenneté européenne, malheureusement. C'est quelque chose qu'il faudra travailler ou questionner. Chaque année, au Neuj'pro on repose la question de la place de l'Education nationale, des difficultés à travailler même si dans d'autres endroits ça se passe bien. Comment cette éducation formelle peut-elle permettre de travailler sur la question de la citoyenneté ? On l'a abordé aujourd'hui. On a commencé par une citation de Rosa Luxemburg. Je vais terminer par une citation de Jean Cocteau. Il dit qu'il faut faire aujourd'hui ce que tout le monde fera demain. On sait ce qu'il nous reste à faire. Merci à vous.